

EN MARCHÉ I

Caminiando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume IX, n° 4, décembre 1988

La théologie de la libération et l'église des pauvres attaquées



Dossier spécial sur les attaques
contre la théologie de la libération et l'église des pauvres

Pour que la solidarité ne soit pas vaincue

La théologie de la libération est attaquée. L'église des pauvres parce qu'elle menace l'ordre établi est calomniée. Des évêques, des prêtres, des laïques sont contraints à l'exil ou au silence. Mais ce mouvement si réprimé soit-il, continue son expansion. Aujourd'hui, un peu partout dans le monde, l'action et la vie spirituelle de chrétien-ne-s sont animées de ce souffle prophétique et libérateur.

Depuis quelques mois, nombre d'événements à ce sujet retiennent notre attention. Haïti, Brésil, Chili, dans ces pays comme dans bien d'autres en Amérique latine, les forces conservatrices de l'Église comme de la société civile conjuguent leurs efforts pour faire échec au processus de libération porté par un peuple croyant qui s'engage sans compromis pour la justice.

L'accumulation de ces attaques exige une analyse rigoureuse de la conjoncture. L'équipe du Caminando souhaite y apporter sa contribution en vous offrant dans ce numéro un dossier spécial sur ce sujet. Nous espérons que ces quelques textes relatant et commentant certains faits troublants sauront alimenter votre analyse et votre travail de solidarité. Nous serions heureux de recevoir des échos des réflexions et des actions que cela aurait pu provoquer chez vous et dans votre milieu. Il n'en tient qu'à nous de conjuguer avec plus d'habileté nos efforts de solidarité.

Intimation au silence

Ce que les gouvernements brésiliens n'ont pas réussi à faire en 17 ans, les Congrégations vaticanes pour la doctrine de la foi et pour les évêques tentent de le réaliser. Dom Pedro Casaldáliga, évêque brésilien de Sao Felix et ardent défenseur des paysans, des Indiens et des Noirs, a en effet reçu en septembre dernier une intimation au silence.

Ces deux Congrégations adressent cinq reproches à Dom Pedro :

- 1° Il n'a effectué sa première visite «ad limina» au Saint-Siège qu'en juin dernier;
- 2° Il appuie et promeut la théologie de la libération;
- 3° Il s'est rendu au Nicaragua pour appuyer une grève de la faim visant à dénoncer l'aide américaine à la contra. Il a effectué cette visite sans obtenir l'autorisation des évêques locaux;
- 4° Il a créé et écrit des messes populaires adaptées à la culture des Noirs et des Indiens du Brésil;
- 5° Il proclame martyr, Oscar A. Romero, ancien archevêque de San Salvador, assassiné par les forces armées le 24 mars 1980.

Sur la base de ces accusations, on condamne Pedro Casaldáliga, à ne plus prononcer de discours, à cesser toute production littéraire et on lui interdit de quitter son diocèse.

Cependant, cette «intimation au silence» lui est parvenue de la nonciature apostolique sans porter les signatures ni aucun des sceaux officiels des deux Congrégations concernées. Pedro Casaldáliga n'a donc pas l'intention de s'y conformer.

Une telle procédure vise probablement à tester la réaction internationale. Ce «ballon d'essai» voulait donc mettre en garde les membres de la hiérarchie ecclésiastique contre un appui trop évident à la théologie de la libération.

Le cas Casaldáliga nous amène à nous poser une question :

Qui à Rome est chargé de baïllonner les évêques ?

*Cette analyse parue dans le **National catholic reporter** du 7 octobre dernier nous semble très pertinente. Malgré sa longueur, nous choisissons donc de vous la présenter intégralement.*

Par Penny Lernoux
Latin American Affairs Writer
Bogota, Colombie

Jusqu'à quel point le pape connaît-il et approuve-t-il les décisions de la bureaucratie vaticane ?

Cette question qui a souvent surgi depuis le début du pontificat de Jean-Paul II s'est posée une fois de plus lors de la tentative de réduire au silence l'évêque

prophétique de São Felix dans l'Amazonie brésilienne.

L'épreuve personnelle de Casaldáliga suit le modèle vécu par d'autres hommes d'Eglise qui en dépit d'une apparente approbation du pape ont été châtiés par la Curie romaine. Mais ce cas est encore plus bizarre parce qu'il n'est impossible de savoir clairement qui est responsable de cette mesure disciplinaire.

Convoqué à Rome en juin dernier pour un interrogatoire secret par le Cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi et par le Cardinal Bernardin Gantin, préfet de la Congrégation des évêques, Casaldáliga a marché sur des charbons ardents durant une heure et demie d'accusations. On l'a questionné, entre autres choses,

sur sa prise de position au sujet de l'interprétation négative de Ratzinger, de la théologie de la libération, sur un voyage au Nicaragua où Casaldáliga a exprimé sa solidarité avec la révolution sandiniste, sur des dénonciations à son sujet en provenance du Brésil qui ont été faites à la Curie romaine et sur son absence à Rome pour la visite "ad limina" que tous les évêques sont censés faire.

Mais lors d'une rencontre subséquente avec le pape lui-même, Jean-Paul II a louangé Casaldáliga pour son travail auprès des paysans et des indiens de l'Amazonie qui sont de plus en plus pauvres. Le pape a aussi démontré tant par ses paroles que par ses références à des documents au sujet de l'Amazonie brésilienne, empilés sur son pupitre, qu'il était au courant des problèmes soulevés par la réforme agraire qui ont conduit au meurtre de milliers de paysans et à l'assassinat de cinq religieux par des tueurs à gages au service des grands propriétaires terriens.

Jean-Paul II a dit qu'il savait que plusieurs évêques à l'exemple de Casaldáliga ont souffert tout comme leur peuple. (Don Pedro reçoit de constantes menaces de mort et une fois il a été arrêté et battu par des militaires).

Néanmoins, quand Casaldáliga a protesté auprès du pape en disant que Ratzinger et Gantin voulaient lui faire signer un document en cinq points dans lequel il reconnaîtrait avoir joué le rôle d'un délinquant rebelle, le pape a glissé sur le sujet. Le raisonnement de Casaldáliga était le suivant : il n'a rien fait de mal en s'interrogeant sur le bien-fondé de la première instruction de Ratzinger sur la théologie de la libération puisque le pape a par la suite corrigé sa vision par une seconde instruction laquelle prenait une attitude plus positive face à cette théologie. Le pape répondit que mettre des choses par écrit ne démontre pas toujours un manque de confiance et il ajouta que le Cardinal Paulo Evaristo Arns, archevêque de Sao Paolo, était passé maître dans l'art de ternir un registre. Comment interpréter la réponse du pape à la fin de l'entrevue de quinze minutes, naïve ou manipulatrice ? La Curie a fait tellement d'accusations dénuées de tout fondement et les a répétées tellement souvent que le Cardinal Arns insiste pour qu'on lui remette le procès-verbal de chaque rencontre. Le fait qu'un dossier de ses dénégations existe n'a pas empêché la Curie de continuer ses tracasseries mais au moins le dossier existe pour ceux qui veulent se donner la peine de le consulter.

Le pape a-t-il lu le dossier ? Personne ne le sait mais il n'y a que les gens qui ne sont pas familiers avec la situation du Brésil — ce n'est pas le cas du pape qui possède une abondante documentation — qui pourraient ne pas comprendre que si Casaldáliga signait le document que Ratzinger et Gantin ont préparé, il mettrait en danger le travail de l'Eglise brésilienne en faveur des paysans sans terre.

A cause de son style dénué de passion, de son courage et de sa vision, le modeste prélat d'origine espagnole a atteint une renommée internationale en devenant la voix des sans-voix de l'Amazonie. C'est pourquoi les grands propriétaires terriens l'ont constamment accusé d'être un marxiste et un hérétique. Durant les vingt-et-unes années du régime militaire qui a pris fin en 1985, la dictature a essayé à plusieurs reprises de le chasser, ce qui explique pourquoi Casaldáliga n'a pas osé quitter le Brésil pour une visite "ad limina" à Rome.

Paul VI avait compris la condition de Casaldáliga. Quand le gouvernement militaire a commencé des démarches afin de déporter l'évêque, le pape avait averti expressément les brésiliens en disant : "Ce que vous faites à l'évêque de São Felix, c'est au pape que vous le faites", la junte militaire avait rapidement laissé tomber les démarches. Jean-Paul II ne semble pas partager la même compréhension de la situation que son prédécesseur, en partie parce qu'il insiste davantage sur l'orthodoxie religieuse que sur la justice sociale. Comme il l'a démontré en ne soutenant pas Casaldáliga contre les condamnations Ratzinger-Gantin. Le pape croit que l'obéissance aveugle au Vatican doit être maintenue même au prix de la réputation de Casaldáliga qu'il a décrite en des termes louangeurs durant l'audience accordée à l'évêque.

Casaldáliga a essayé mais bien inutilement d'expliquer au pape qu'une des raisons des malentendus entre les Brésiliens et la Curie c'est une réalité politique et sociale totalement différentes. Par exemple, Ratzinger est originaire de la classe moyenne de l'Allemagne de l'Ouest dont le pays est devenu prospère grâce au capitalisme. Comme le pape, il est un véritable militant anti-communiste à cause de l'expérience de son pays dont la moitié demeure sous la domination soviétique.

Par contre au Brésil on en est encore au style primitif de capitalisme (genre roi du caoutchouc) qui s'exerce sans aucune restriction, où des millions de Brésiliens ne sont guère plus que des serfs et où la

critique du capitalisme est très répandue. Comme les théologiens de la libération, Casaldáliga a souvent exprimé de tels reproches spécialement lors de conflits avec les multinationales de l'Europe et des Etats-Unis qui se sont emparées de territoires immenses pour l'élevage du bétail.

Mais comme l'évêque l'a admis à la suite de son interrogatoire à Rome, de telles positions ne sont pas comprises "sous d'autres latitudes".

Que le pape n'ait pas compris, bien qu'il ait donné son appui au travail de Casaldáliga en faveur de la

Si l'évêque signait ce document, il se retrouverait dans la même position que le franciscain brésilien, Leonardo Boff, qui a été réduit au silence par le même Ratzinger en 1985 pour avoir mis en doute l'absolutisme romain. (La sanction a été levée un an plus tard à la suite de protestations faites à la grandeur du Brésil). Mais Casaldáliga n'a pas du tout l'intention de rendre la tâche facile à la Curie.

Tout d'abord l'évêque rappelle que la communication reçue de la nonciature ne porte ni date, ni signature, ni les sceaux des Congrégations de Ratzinger et de Gantin. Pourquoi ce document a été envoyé

sans date ni signature, voilà un véritable mystère. Les théologiens brésiliens supposent que personne ne voulait en prendre la responsabilité. Mais Casaldáliga a l'intention de le remettre en question en se basant sur le fait que ce n'est pas un document légal. Il a également dit qu'il invoquera le droit canonique pour demander que Ratzinger et Gantin expliquent le sens de leurs accusations qui selon lui ne reposent ni sur une base théologique ni sur une base pastorale.

Des sources proches de l'Eglise brésilienne

pensent que Casaldáliga sera soutenu comme Boff l'a été s'il y a suffisamment de réclamations indignées contre le traitement qui lui est infligé. Déjà quarante évêques brésiliens ont signé une lettre de protestation et d'autres signatures se sont ajoutées depuis le moment de sa publication. Le Cardinal Arnulfo Lorscheider, archevêque de Fortaleza et ami personnel de Jean-Paul II a aussi fait part de son intention de protester auprès du pape.

Ce scandale qui prend de l'ampleur, dans sa tentative d'imposer le silence à Casaldáliga, présente beaucoup de similitudes avec les mesures disciplinaires prises contre l'Archevêque Raymond Hunthausen de Seattle qui n'a jamais eu le droit de savoir les sources des accusations portées contre lui. Il a été réduit au silence sans être totalement renseigné

A visita de nosso Bispo à NICARÁGUA



justice sociale, cela a été confirmé par Gantin qui lui a dit que son audience papale avait été "inutile". Gantin a terminé l'entretien sur une note de menace en disant que Casaldáliga recevrait très bientôt une communication de Rome.

Trois mois plus tard, Casaldáliga recevait une lettre écrite sur le papier officiel de la nonciature de Brasilia, dans laquelle on énumérait cinq accusations contre lui dont sa critique de la Curie et sa position face au martyr. (Ratzinger a accusé Casaldáliga d'avoir appelé l'Evêque de San Salvador, l'Archevêque Oscar Arnulfo Romero qui a été assassiné, un martyr canonique). Le document exige que Casaldáliga reconnaisse sa culpabilité en acceptant l'interdiction qui lui est faite d'écrire, de parler en public et de voyager.

ni sur la durée de la sanction disciplinaire, ni découvrir qui était finalement responsable de cette décision. Les autorités se renvoient la balle : c'est ce qui s'est passé dans la saga de Hunthausen et cela semble être en train de recommencer pour Casaldáliga.

Des sources proches de l'Eglise brésilienne sont intriguées, non seulement par l'absence de signature sur un document aussi important mais surtout par le fait que la nouvelle ait été connue au Brésil, avant même que Casaldáliga reçoive le document. Ceci permet de croire que la punition de l'évêque fait partie d'un conflit permanent qui existe au Brésil entre l'Eglise progressiste d'une part et les politiciens et les religieux conservateurs d'autre part, lesquels ont leurs entrées auprès des membres de la Curie qui partagent leurs vues, comme par exemple le cardinal brésilien Agnelo Rossi.

Avant même que Casaldáliga ait la possibilité de faire ses propres commentaires, le cardinal Eugenio Araujo Sales, l'archevêque de Rio de Janeiro et leader de l'aile conservatrice de l'Eglise brésilienne avait déjà annoncé qu'il était totalement d'accord avec la punition et qu'il était sûr que Casaldáliga se soumettrait, une opinion que d'autres conservateurs, partisans de la ligne dure ont répétée.

Comme dans le cas de Hunthausen, les "péchés" sont apparemment centrés sur des sujets religieux, par exemple il a remis en question l'utilité d'une visite "ad limina" de dix à quinze minutes avec le pape - un point amplement démontré par son expérience personnelle. Le premier a aussi été puni pour des prétendus manquements religieux, comme des innovations liturgiques, même si à l'origine le grief exposé à la Curie était son opposition à la création d'un arsenal nucléaire à Washington, comme l'a admis le représentant du Vatican à Washington, l'Archevêque Pio Laghi.

De la même façon, Casaldáliga dans ses actions et ses écrits est devenu le symbole de la lutte de l'aile progressiste de l'Eglise brésilienne contre l'Union Rurale Démocratique (URD), formée par les grands propriétaires terriens pour lutter contre la réforme agraire. L'URD a son armée, chargée d'intimider les paysans et les prêtres et a souvent taxé de communistes les chefs de l'Eglise quand ils ont appuyé la réforme agraire. L'associé de l'URD dans cette diffamation, c'est le mouvement Tradition, Famille et Droit de propriété, sorte de secte d'extrême droite qui pré-

tend être une institution catholique mais que les évêques brésiliens ont souvent dénoncé à cause de ses pratiques bien éloignées de la vraie foi.

Le garant de la TFP dans la hiérarchie était, jusqu'à sa mort, l'archevêque Geraldo Proenca Sigaud, lui-même grand propriétaire terrien. Durant les années '70 il a été la tête d'affiche du régime militaire en répétant qu'il avait des "preuves" que Casaldáliga était un communiste mais il n'a jamais été capable de prouver une seule de ses accusations. Malgré tout, ses dénonciations ont débouché sur une visite apostolique de José Freire Falcao, un conservateur qui est maintenant archevêque de Brasilia et membre de la commission consultative de la Congrégation de Ratzinger.

Casaldáliga n'a jamais pu avoir accès au rapport de Freire Falcao qui lui était probablement défavorable. Ajoutons que Mgr Falcao est un sympathisant de l'Opus Dei, un mouvement catholique conservateur qui soutient le droit des classes possédantes. Les sources proches de l'Eglise brésilienne craignent aussi que la Curie n'utilise ce rapport pour poursuivre Casaldáliga.

Ce qui est hors de tout doute, c'est le sérieux que le Vatican attache aux lettres blâmant Casaldáliga et que Ratzinger, Gantin et Jean-Paul II ont mentionnées durant leurs rencontres avec l'évêque. (Une campagne de lettres similaires organisées par la droite catholique américaine avait aidé à déclencher la colère de Rome contre Hunthausen).

Comme l'ont fait remarquer ceux qui ont été accusés, le Vatican croit souvent sur parole les accusateurs sans faire aucune vérification. L'excès de discrétion empêche de bien peser le pour et le contre. Ajoutons à cela le goût de l'intrigue pour lequel Rome est réputé...

Le secteur progressiste de l'Eglise brésilienne a souffert tellement souvent d'accusations sans fondement et parfois d'une absurdité tellement criante de la part de la Curie que plusieurs évêques ont admis, en privé, qu'ils étaient d'accord avec Leonardo Boff quand il dit qu'au bout du compte, ce n'est plus la religion qui est en cause, mais c'est le pouvoir romain sur les "colonies". Une leader de l'Eglise brésilienne a dit : "Rome est jaloux de la vie ardente de notre Eglise, déteste notre théologie parce qu'elle n'est pas européenne et a peur de nous parce que nous sommes nombreux. C'est une lutte pour le pouvoir".

Appui des évêques brésiliens

Lettre d'une quarantaine d'évêques brésiliens aux Cardinaux Joseph Ratzinger préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi et Bernardin Gantin, préfet de la Congrégation des évêques, envoyée le 28 septembre 1988, au sujet des pressions contre l'évêque de San Félix do Araguaia, dans l'état du Mato Grosso au Brésil, Mgr Pedro Casaldáliga.

Monsieur le Cardinal,

Les journaux de notre pays ont publié dans leur édition du matin du 23 septembre 1988, une soi-disant punition du Vatican à Monseigneur Pedro Casaldáliga, évêque de San Félix do Araguaia.

Nous voulons exprimer publiquement notre surprise, étant donné :

1. Que Don Pedro a reçu une "mise en demeure" qui ne portait ni signature, ni les sceaux des Congrégations qui l'auraient envoyée.

2. Qu'avant qu'il ait eu le temps de réagir à la réception de ce document envoyé par la Nonciature - à titre strictement personnel - les médias se référant à un télex de Rome, ont diffusé des informations abondantes à ce sujet.

Devant cela, nous nous sentons obligés de manifester - en tant qu'Eglise - notre profonde communion avec Dom Pedro. Son travail et sa parole

sont pour nous et pour tout le peuple latino-américain une fidèle expression de l'Evangile de Jésus-Christ, dans la ligne du Concile Vatican II et les documents du CELAM - publiés à Medellin en 1968 et à Puebla en 1979 - en communion avec le Saint-Siège, en particulier avec le successeur de Pierre, Jean-Paul II.

Les raisons pour lesquelles il est blâmé aujourd'hui et pour lesquelles il va jusqu'à exposer sa propre vie sont aussi NOS causes.

Au nom du Christ, nous ne pouvons cesser de vivre la foi dans toutes ses dimensions. Rien ne nous fera abandonner le service concret du peuple indigène, la marche avec les paysans et les ouvriers et la solidarité latino-américaine, spécialement avec les peuples-frères qui sont opprimés en Amérique Centrale.

Nous continuons de prier le Seigneur et espérons que d'ici peu, cet imbroglio sera éclairci dans le sens de l'unité et dans le respect de la démarche de l'Eglise de Dieu en pèlerinage en Amérique latine.

Document militaire secret sur la théologie de la libération

La théologie de la libération et les conceptions du philosophe marxiste Antonio Gramsci ont été les thèmes de préoccupation spéciale dans les délibérations et les conclusions de la 17^e Conférence des armées américaines qui s'est tenue, fin novembre 87, à Mar del Plata, en Argentine. Elles sont passées inaperçues à cause du caractère secret et fermé de ce conclave bisannuel des commandants des armées latino-américaines, et de l'intérêt délibéré des grands mass medias du continent, connus pour leur vocation militariste.

La dernière version de la C.A.A. a analysé "La subversion communiste et les manières de l'affronter", en réitérant les positions imposées par la dite « Doctrine de la Sécurité Nationale » et l'anticommunisme paranoïaque des Forces armées d'Amérique latine. Mais à cette occasion il y a eu des nouveautés.

Des caractéristique subversives visibles

Un des thèmes centraux de la conférence a été "la stratégie de s'accorder devant la pénétration subversive exercée par la TDL et l'application de la théorie de Gramsci d'avancer vers la conquête du pouvoir par le contrôle de la culture, de l'éducation et des moyens de diffusion." L'idée d'étudier la TDL a surgi à la 16^e C.E.A. tenue à Santiago, au Chili, en novembre 1985. C'est cependant une matière de préoccupation des secteurs dominants américains depuis plus de deux décades, comme le corroborent le rapport Rockefeller de 1969 et ledit < Document de Santa Fe > élaboré par les conseillers de la campagne de Ronald Reagan pour sa première élection présidentielle, d'affronter de manière décidée l'action des communautés ecclésiales de base et les postulats des partisans de la libération.

Le correspondant du journal - Excelsior - de Mexico, à Buenos-Aires, Flavio Tabares, affirme que c'est la première fois que la conférence des armées étudie attentivement ce que les militaires appellent "les caractéristiques subversives visibles" des mouvements chrétiens liés à la TDL et que les livres de Leonardo

Boff "ont été littéralement soumis à une autopsie ces derniers mois, de la part des services secrets d'information qui participent comme membres de la conférence à titre plénier". A ce sujet le journaliste argentin Gregorio Selser, spécialiste en la matière, précise qu'"il est évident que de tels services ne sont, même pas de loin, des experts en thèmes de 'théologie' et qu'ils ont dû en appeler à la sagesse et au conseil de clercs ou de laïcs de leur confiance, c'est à dire des adversaires fondamentaux de cette orientation non seulement dans ses fondements théologiques mais dans ses dérivations applicables au plan politico-social".

Dans ce sens, elle a pu être de grande utilité la banque de données du CELAM, centrée à Bogota, comme partie d'un système d'ordinateurs, coûtant des millions, destinée à < accompagner > les écrits et les activités des théologiens de la libération. L'hypothèse n'est pas à écarter si l'on tient compte du fait que les secteurs conservateurs de l'Eglise dans le cône sud se sont tus devant le sacrifice de milliers de chrétiens, mais qu'ils ont appuyé la < guerre sale > imposée par la dictature militaire argentine de 1976 à 1983. (...)

"Indubitablement, conclut Flavio Tabares, les considérations de la conférence sur la TDL constituent un thème de préoccupation pour les secteurs progressistes de l'Eglise catholique en Amérique latine. Comme l'affirme le journaliste, "la TDL ne contient pas une parole et même une ligne écrite qui recommande ou favorise la violence, la subversion ou le terrorisme, comme le comprennent les esprits militaires ou policiers. Ce qui alarme ceux-ci, c'est la divulgation du credo chrétien parmi les secteurs le plus humbles et croyants". Et en Amérique latine, où la prédication de la justice sociale est synonyme de « subversion communiste », elles sont bien connues les conséquences de ces alarmes".

(Espérance des Pauvres - No 283 - Octobre 1988,
extrait de "Solidaridad", Bogota, février 1988;
pp. 41-43)

THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Voici l'introduction du document militaire secret produit par la conférence des armées américaines et portant sur la théologie de la libération.

Actuellement, dans les milieux les plus divers de la politique, du droit et de la culture, on admet la nature et le caractère opérationnel du projet soviétique. Il n'est plus d'ordre privé car, grâce aux efforts du renseignement, la thématique de la connaissance de l'action du Mouvement communiste international, l'importance de ses grandes manœuvres stratégiques indirectes et la révision méthodologique permanente à laquelle il procède pour mettre à profit et s'approprier les différents types de pénétration, d'infiltration et de domination.

Certainement, aucun échelon de direction des milieux politiques, patronaux, syndicaux, culturels et — évidemment — militaires ne peut pécher par ignorance en ce qui concerne les perspectives fondamentales du projet expansionniste communiste, qu'orienté de façon particulièrement hégémonique l'URSS et qu'elle capitalise. Cette connaissance fait partie d'un savoir qui, caché ou non, constitue une donnée de la réalité internationale et des vicissitudes propres à tout gouvernement des pays occidentaux, donnée avec laquelle il faut compter si l'on aspire à renforcer ou à conserver un style de vie basé sur la liberté.

En conséquence nous ne répéterons pas ici des concepts que nous tous manipulons. Par contre nous nous permettons, à l'occasion de cette 17^e conférence, de réfléchir sur le cours de quelques actions du Mouvement communiste international qui nous semblent décisives, car elles entraînent une potentialisation (sic) de sa capacité de porter atteinte aux principes mêmes qui soutiennent notre conception du monde, en les resignifiant par rapport à ses propres fins c'est-à-dire, finalement, en relativisant ces principes et en les vidant de leur capacité à générer un sens communautaire et personnel.

A la lumière de ce contexte, l'inflexion de notre pensée se fera spécialement vers quelques-unes des stratégies sectorielles de cette invétérée modalité opérationnelle de l'URSS, qui s'explique également dans le cadre des relations internationales comme un aspect convergent

de ce qu'on appelle la "politique du double clavier" : d'une part, la signature de traités de paix ou la conduite de négociations selon le droit international et, d'autre part, l'emploi de l'action subversive et du terrorisme dans tous les milieux pour atteindre ses objectifs.

Il convient à ce propos de noter que la glasnost actuelle (politique d'ouverture et de transparence) de Gorbatchev, d'après notre interprétation préliminaire, est une modalité de plus de sa stratégie générale, encore que d'une subtilité politique importante, basée entre autres raisons sur la nécessité prospective de renforcement intérieur et d'adaptation aux nouveaux défis technologiques.

Conformément à ce qui a été annoncé, nous déterminerons dans ce qui suit quelques moments particuliers de la configuration et de l'incidence de cette modalité opérationnelle, en premier lieu dans le cadre de l'expérience religieuse du continent et dans l'élaboration doctrinaire de celle-ci, qui est la théologie de la libération, étant donné qu'elle nous semble être un fait social d'importance pour nos peuples que nous ne pouvons manquer de prendre en considération pour une appréciation plus claire et plus étoffée de la réalité qu'il nous appartient de vivre. Puis nous donnerons quelques annotations sur l'action coordonnée des organisations révolutionnaires marxistes en lien avec les différentes entités de solidarité qui préparent des terrains favorables pour leur pénétration à l'intérieur de la société civile.

Source: *DIAL*, n° 1338



Au Chili,

Un évêque progressiste condamné à l'exil volontaire

Par Claude Lacaille

Mgr. Jorge Hourton est évêque-auxiliaire de Santiago au Chili. Philosophe de profession, il a été vicaire épiscopal de la zone nord de la capitale, et ensuite du centre-ville. Depuis l'arrivée du cardinal conservateur Juan Francisco Fresno, comme archevêque il y a quelques années, Mgr. Hourton s'est vu marginalisé et depuis deux ans, on lui a enlevé toute charge pastorale et responsabilité épiscopale. Son péché a été d'intervenir régulièrement dans la presse écrite surtout, pour dénoncer la dictature et exiger le prompt retour à la démocratie. Dernièrement, l'archevêque lui a signifié que tout en gardant le titre et le salaire d'un évêque-auxiliaire, il était privé de ses charges pastorales et que le Saint-Siège ne lui réservait aucun diocèse. Ajoutons, que le cardinal Ratzinger s'est rendu lui-même au Chili pour consacrer comme nouvel évêque de Los Angeles, le responsable chilien de l'Opus Dei.

Lettre de Mgr Jorge Hourton Poisson

Santiago, 10 septembre 1988

Chers amis,

Lorsque vous recevrez cet adieu, je serai de nouveau absent du Chili.

Je retourne à Paris pour environ quatre mois. L'an dernier, le Saint-Siège m'a autorisé à prendre un congé sabbatique pour un an. De ce congé, j'ai utilisé seulement quatre mois.

Je pars à la veille du Référendum, ce qui va surprendre beaucoup de personnes. Précisément, je le fais pour montrer que la politique n'est pas mon unique passion.

Le Référendum est plus qu'un problème du moment, et je déplore que le triomphe du "NON" - urgence morale - reste sans mon vote. Cependant, ce service à la morale politique - et non à une idéologie - a occupé une partie de mon ministère épiscopal, avec plusieurs autres activités de caractère plus "religieux" (vicaire épiscopal, préparation des diacres permanents, classes de théologie, administration de sacrements, direction spirituelle, reconstruction de temples, etc.)

Malheureusement pour moi, l'image publique de mon engagement politique - spécialement dans des commentaires et entrevues dans les journaux - est la raison pour laquelle, selon ce qu'on m'a fait savoir expressément, je suis privé de toute responsabilité pastorale dans l'archidiocèse de Santiago, tout en conservant le titre et le salaire d'évêque auxiliaire. Le Saint-Siège n'a pas considéré mon nom pour les diocèses vacants.

Vous — mes bons amis — vous m'avez démontré votre amitié que j'apprécie sincèrement. Vous m'avez invité et tenu occupé à un point tel que jamais je ne me suis retrouvé oisif. Plusieurs m'ont encouragé à continuer dans une sorte de "ministère libre", dans lequel j'ai travaillé pour mon propre compte. Cette situation ne me laisse pas tranquille et elle n'est pas bonne pour moi, ni pour l'Eglise.

Je n'ai pas trouvé d'autre alternative que de retourner à l'ancien ministère pour lequel l'Eglise m'avait préparé et que j'ai réalisé durant dix-sept ans : l'étude. Un évêque engagé dans le travail intellectuel (philosophique, théologique, pastoral, oecuménique, dialogue avec les non-croyants, etc.) n'est peut-être

THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

pas de trop; en bonne santé à l'âge où d'autres se retirent, il peut apporter quelque chose à l'Eglise qu'il aime avec la même ferveur de sa jeunesse.

J'ai la chance de profiter de l'accueil d'une maison religieuse, où j'ai rencontré une cousine qui m'a reçu l'an dernier avec beaucoup d'affection. Je peux être à leur service et ainsi gagner mon pain.

Je ne cesse pas d'être un évêque chilien et, si le Saint-Siège ne dispose pas d'autre chose, auxiliaire de Santiago. Même si je m'exile volontairement à Paris maintenant que l'exil est terminé, ce ne sera pas pour moi un dur sacrifice. Je m'ennuierai beaucoup de vous. J'espère que cette absence ne se prolongera

pas plus que ce qui est prévu et que je pourrai retourner pour goûter votre amitié qui a pour moi plus de valeur que la Cordillère, les "empanadas" et le vin rouge.

Si vous vous souvenez de moi dans vos prières, ne me plaignez pas. J'ai l'assurance que je me rappellerai de vous dans les heures difficiles qui vont prolonger la souffrance au Chili. Puisse un "NON" catégorique mettre fin à la nuit obscure de la dictature.

Je vous embrasse avec beaucoup d'affection et de gratitude, en Jésus Libérateur.

Jorge Hourton Polsson



L'Église haïtienne déchirée

“Pè titid, celui qui porte pawòl delivrans”

Par Nicole Leduc

« Ils se mirent alors à l'accuser en ces termes : Nous avons trouvé cet homme mettant le trouble dans notre nation : il empêche de payer le tribut à César (...) »
 « Mais ils insistaient en disant : Il soulève le peuple en enseignant par toute la Judée à partir de la Galilée jusqu'ici. »

Luc 23, 2.5

UN MASSACRE

Le 11 septembre, un commando de quelques dizaines de personnes faisait irruption, en pleine messe, dans l'église Saint-Jean-Bosco de Port-au-Prince pour tuer et incendier. Bilan : 11 morts et 75 blessés graves dont une femme enceinte éventrée au poignard. Des hommes sont allés ensuite chercher cette femme à l'hôpital pour l'achever mais ne l'ont heureusement plus trouvée. Le 12 septembre, un groupe d'une trentaine de personnes se présentait à la télévision nationale pour revendiquer ouvertement le massacre et annoncer qu'ils continueraient de rechercher le P. Jean-Bertrand Aristide (Salésien) pour le tuer. Le 13 septembre, l'église de l'Immaculée-Conception était à son tour incendiée. Le même jour, Radio-Soleil et Radio-Cacique étaient attaquées. Le tout, devant une police immobile.

UN CRI

Le cri des fidèles de la paroisse St-Jean-Bosco (13 septembre 1988)

Ils ont préparé des couteaux pour nous attaquer. Ils nous avaient prévenus la veille et l'avant-veille. Ils sont venus nous attaquer. Ils nous ont porté des coups, des coups qui nous ont fait mal. Notre sang coule, mes amis.

Le sang de la communauté de Saint-Jean-Bosco est en train de couler. Le sang du peuple de Dieu est en train de couler. Le sang des petits bébés est en train de couler. La poche des eaux des femmes enceintes se remplit de sang. A l'intérieur de notre

corps, l'eau se transforme en sang.

Ils nous ont poignardés, ils se sont acharnés, ils ont brûlé des aveugles et de pauvres infirmes. Ils ont brûlé l'autel et le Saint-Sacrement. Ils ont volé la nappe de ton autel, Seigneur. Ils ont brûlé ton hostie et ta Bible, Seigneur, est-ce bien vrai?

Est-il vrai qu'en Haïti, des nantis, bien installés dans leur maison, peuvent payer pour qu'ils aillent incendier des églises, en profaner l'autel et faire brûler des gens à l'intérieur d'un temple sacré? Et qu'ensuite ils ne soient pas inquiétés? Est-il vrai qu'en Haïti, des assassins, les yeux rouges et le coeur diabolique, puissent venir en plein jour à la radio et à la télévision lancer des menaces au peuple de Dieu, et y parler à visage découvert des crimes qu'ils ont accomplis et de ceux qu'ils se préparent à commettre? Est-il vrai qu'en Haïti, les évêques, les pères, les mères, les frères, les soeurs, les communautés ecclésiales de base, le peuple de Dieu, restent les bras croisés sans relever le défi?

Quel prêtre pourra chanter la messe dimanche? Comment fera-t-il pour lire l'Evangile sans se rappeler qu'un autre dimanche, au même moment, des enfants appelaient au secours sous les balles des assassins? Quel évêque, quel archevêque dans ce pays aura le courage de dire la messe dans sa belle demeure? Auront-ils le courage de demander au Seigneur de faire que le vin devienne sang après avoir vu la photo de ce petit bébé, qui était encore dans le ventre de sa mère et qu'on est venu y poignarder?

Et vous-même, Nonce apostolique, comment ferez-vous pour assister à la messe, face à l'autel, sans vous souvenir que vous étiez là, là tout près, lorsque tous ces appels au secours sont parvenus à vos oreilles, et que vous n'avez pas bougé d'un centimètre?

Quant à nous, jeunes de Saint-Jean-Bosco, nous sommes là, vivants par la grâce de Dieu. Ceux qui sont tombés ont déjà porté notre message au Seigneur. Notre lutte parmi les pauvres ne fait que commencer. Notre bataille contre l'injustice ne fait que commencer.



Qui mérite de quitter Haïti : un nonce apostolique qui a fait la courbette à Jean-Claude Duvalier et qui était aux premières loges lors de la « prestation de serment » de Leslie Manigat, ou le père Aristide qui n'a toujours défendu qu'une seule cause, celle des opprimés ?

En dépit du 31 janvier, nous ne nous sommes pas arrêtés.

En dépit du 26 avril, nous ne nous sommes pas arrêtés.

En dépit de Freycineau, nous ne nous sommes pas arrêtés.

En dépit de Jean-Rabel, nous ne nous sommes pas arrêtés.

En dépit de Labadie, nous ne nous sommes pas arrêtés.

Nous voici, plus résolus encore, et nous demandons à tous les chrétiens, nous demandons à tous les évêques, à tous les prêtres dans leur communauté, nous demandons à tous ceux qui croient qu'on ne doit plus profaner nos églises de rester prier dimanche chez eux.

Nous voici, plus résolus encore. Nous demandons aux évêques et aux archevêques : après avoir émis une condamnation, après avoir dit que cela était regrettable, après avoir demandé une enquête, qu'allez-vous faire ?

SAJ (Solidarité entre jeunes) : Marie-André Préty
Veye Yo : Ismaï

Groupe de prière de Saint-Jean-Bosco : Soeur Anne Lovilice

Communauté ecclésiale de base de Saint-Joseph : Jean Marie

Femmes SAJ

La Famille c'est la Vie

Groupes Têtes ensemble

Pepinyé ti Legliz : G.B.

Groupe de Saint-Gérard

Jeunesse étudiante chrétienne

Communauté ecclésiale de base de Sainte-Bernadette : Jean René Fritz

UNE EXPULSION

Un jour d'octobre 1988... En présence de deux prêtres salésiens en tant que témoins (dont le père Jacques Mesidor, délégué provincial de la congrégation des Salésiens en Haïti), le père Jean-Bertrand Aristide a reçu de Rome un ultimatum : il lui est fait injonction de quitter le pays dans les dix jours, soit au plus tard le dix-sept octobre.

Sources : *Dial*, n° 1340, 6 octobre 1988 et *Haïti progrès* du 12 octobre 1988.

Les défis actuels posés à la théologie de la libération

par Jean Robitaille

Au cours des vingt dernières années, la théologie de la libération a bien évolué. Elle a rencontré bon nombre d'opposants mais aussi des critiques qui l'ont enrichie. Clodovis Boff identifie aujourd'hui quatre principaux défis:

«Premièrement, nous avons dû reconnaître que l'oppression est beaucoup plus diversifiée qu'on ne le croyait auparavant et qu'elle ne se limite pas à des rapports économiques. On a découvert l'oppression des Noirs, des prostituées, des Indiens. Cette oppression diversifiée appelle donc une libération plurielle qui fasse place à différentes solutions.

«Deuxièmement, nous nous sommes aperçus que le processus de libération ne s'adresse pas simplement aux peuples du Tiers-Monde. C'est un processus universel qui interpelle les hommes et les femmes de toute la planète.

«Troisièmement, il nous faut démocratiser l'Église pour en faire une expérience de participation et de communion. Seule une Église libérée peut s'engager dans une libération sociale.

«Quatrièmement, et c'est peut-être le point le plus chaud actuellement, on sent clairement le besoin

d'une pastorale des militants politiques. Les membres des communautés de base, impliqués dans les organisations populaires, sont confrontés à la question du projet et de l'engagement politique. Il va falloir qu'on trouve des pistes de réflexions pour les soutenir».

■

Au retour, jonglant avec ce dernier défi présenté par Clodovis, je me rappelle toutes ces attaques portées aujourd'hui contre la théologie de la libération. Tant que les membres des communautés ecclésiales de base ne portent leurs revendications qu'au niveau de l'installation d'un aqueduc, de l'acquisition d'un dispensaire ou d'un meilleur partage des terres, cela emmerde bien des possédants mais leur répression s'exerce tout de même de manière retenue, puisqu'on s'attaque quand même à une partie de l'Église. Mais lorsque les militant-e-s s'engagent au plan politique, remettent fondamentalement en question les institutions et les partis en place et qu'alors, un discours théologique et une pratique pastorale s'élaborent pour les animer et les soutenir, la retenue fait place à l'artillerie lourde...

Source: *Vie Ouvrière*, décembre 1988



Leonardo Boff et
Clodovis Boff

(photo André Charron)

Nicaragua, après l'ouragan Joan

Stupéfaction devant la mesquinerie du gouvernement canadien

C'est avec stupéfaction que la communauté canadienne au Nicaragua a pris connaissance, de l'attitude décevante du gouvernement canadien face à l'ampleur du désastre national causé par l'ouragan "Joan" qui a frappé le Nicaragua en octobre dernier.

Le gouvernement canadien a en effet annoncé qu'il ne verserait que 1,5 million de dollars en secours d'urgence. L'aide généreuse de 10,5 millions de dollars que le Canada a apportée à la Jamaïque, récemment frappée par l'ouragan "Gilbert", constitue une réaction beaucoup plus appropriée à un désastre de cette ampleur.

Il est important de souligner que le sinistre n'a pas touché seulement la Côte atlantique, tel que rapporté, mais affecte tout le pays. Les secours d'urgence seront nécessaires dans les mois qui viennent pour compenser la pertes des récoltes de fèves et de riz qui constituent les éléments de base de la consommation alimentaire du pays. De plus les pertes énormes au niveau des récoltes de canne à sucre, de bananes, de palme africaine et de cacao vont avoir un impact sérieux sur les revenus en devises étrangères au cours de la prochaine année.

En plus de l'aide à court terme au cours des prochains mois, il faudra reconstruire quelque 650 kilomètres de routes dans plusieurs régions du pays et réparer 66 ponts ainsi que les installations hydro-

électriques endommagées par l'ouragan. Les dommages à l'environnement sont très sérieux. Des forêts tropicales, riches en bois précieux, ont été dévastées. Les inondations ont causé des dommages permanents dans plusieurs régions.

Par ailleurs, les Canadien-ne-s vivant au Nicaragua ont été témoins du haut niveau d'organisation de la population durant l'ouragan. Cela a contribué à épargner de nombreuses vies. Des quelque 324 000 personnes affectées, seulement 116 ont perdu la vie.

Depuis le sinistre, la population a continué à se mobiliser et un Comité national d'urgence, composé des Églises, des universités, du secteur privé et des organisations populaires, a travaillé jour et nuit pour assurer que l'aide internationale parvienne aux victimes.

Cet effort massif prend place alors que la guerre se poursuit. Durant les évacuations, des ambulances ont été attaquées par la Contra et 11 civils ont été tués dans des attaques.

Une telle situation de crise exige une aide plus importante de la part du gouvernement canadien. Les organismes de solidarité considèrent que le gouvernement canadien doit au moins tripler le montant de l'aide annoncée.

Source: Coalition Urgence-Nicaragua

Supportons la campagne Outils de paix

par Diane Ferland

Cet été, lors d'un séjour au Nicaragua, j'ai constaté que la situation sociale et économique du pays s'est beaucoup détériorée.

Alors qu'au début de 1983, on pouvait lire sur les visages l'espoir et un dynamisme, on voit maintenant toujours cette volonté de lutter cependant cette dernière est marquée par un épuisement évident et par la fatigue dus aux conséquences de nombreuses années de guerre surtout, et aussi à cause de l'embargo américain. À cause de la guerre, de nombreux paysans ont délaissé leurs terres pour aller vivre à la capitale et pour survivre, ils sont limités à vendre quoi

que ce soit pour ne pas mendier. Ainsi, 50% de la population du pays vit dans la capitale ce qui entraîne un problème crucial de production. Très peu de gens cultivent la terre et la production agricole doit nourrir la population urbaine qui travaille dans le secteur des services et dans les forces armées chargées de la défense du pays. Fait à noter, la production agricole est la principale source de devises étrangères pour le pays. Comme 50 % du budget du pays passe pour la défense de celui-ci, les conditions de vie vont en se dégradant.

Cette situation amène une politique de rationnement à la grandeur du pays. Il est très difficile de s'approvisionner, les étagères des supermarchés sont vides ou ne contiennent que les principales denrées de

base. Dans chaque ville il y a des coupures soit quotidiennes, soit hebdomadaires d'eau et d'électricité afin de subvenir aux besoins de tous. L'inflation est galopante et les salaires sont ceux d'une économie de guerre. Le salaire minimum mensuel est de 2,50 \$US et varie jusqu'à 20,00 \$US pour le salaire moyen.

La situation des femmes est pénible — les conjoints sont dans l'armée ou ont été blessés ou tués — et celles-ci supportent seules un quotidien déjà lourd de contraintes.

En ville, les moyens de transport sont presque inexistants. Les enfants doivent travailler et étudier en même temps quand ils le peuvent. En milieu rural, presque toutes les familles ont perdu des proches à la guerre et il n'est pas rare de rencontrer des enfants orphelins qui doivent travailler pour subvenir à leurs besoins.

En résumé, le gouvernement et les Nicaraguayen-s doivent d'abord et avant tout assurer leur survie — et dans ces conditions comment peut-on appliquer une politique de reconstruction du pays ? Le gouvernement met actuellement en place un processus de "compactation" c.a.d. de coupures de poste dans les instances gouvernementales afin d'allouer plus de crédits à la production agricole.

La solidarité: un appui moral et financier

J'ai visité un collectif de couture qu'un groupe de femmes déplacées ont mis sur pied pour se créer un emploi. Parce qu'elles ont reçu des dons de tissus de pays solidaires elle ont pu rentabiliser plus rapidement

leur entreprise. L'été dernier, nous étions près de 150 Québécois-es réparti-e-s dans différents projets (brigades) et la présence d'internationalistes était impressionnante. L'apport matériel des brigades m'a semblé très important pour compenser des besoins criants mais qui ne peuvent être considérés comme des priorités.

Le fait de travailler quatre semaines à la construction d'une école avec les gens d'un quartier à Matagalpa avait une grande importance parce que nous le faisons AVEC les Nicaraguayen-nes. Nous avons bien senti que notre présence leur apportait surtout un appui moral et c'est, je pense, ce qui leur donne le courage et la force pour continuer à lutter.

De notre côté, nous avons appris d'eux le partage et le courage. Il s'est développé beaucoup d'unité et d'amitié entre nous tous. Pour moi, cela a été un ressourcement humain et chrétien très significatifs.

De retour au pays, je me suis impliquée à nouveau dans OUTILS DE PAIX qui je l'espère sera un succès si nous y participons tous.

Nous ramassons: des bottes de caoutchou (agriculture), du matériel de jardinage, des outils de construction, du matériel de santé, du matériel de couture, des cahiers et de l'argent pour l'achats de toîts, pour le transport et l'administration.

Pour plus d'information...

provincial: 514-288-0210

Montréal: 514-271-3059

Québec: 418-647-5853



Vouloir... espérer... demander...

En octobre, le Comité chrétien a publié la traduction française du rapport annuel 1987 portant sur la situation des droits humains au Honduras produit par le Comité pour la défense des droits humains du Honduras. Nous avons profité de la visite de madame Inés Murillo pour le rendre public lors d'une conférence de presse organisée en collaboration avec **Disparus Tiers-monde**.

Inés Murillo, avocate de 30 ans, a été capturée par les forces de sécurité honduriennes le 13 mars 1983.

- Elle fut détenue et torturée dans des prisons clandestines durant 80 jours sans qu'aucune procédure judiciaire ne soit portée contre elle. Les interrogatoires furent dirigés par des membres des services de renseignements et de sécurité.
- Elle fut ensuite transférée à la Direction nationale des investigations qui avait pourtant nié publiquement qu'elle ait été arrêtée.
- Détenue prisonnière au cours des treize mois suivants, elle obtint finalement sa libération grâce aux pressions exercées par le gouvernement d'Allemagne fédérale (Inés possède effectivement la double nationalité, hondurienne et ouest-allemande).
- En 1987, elle a témoigné devant la Cour inter-américaine des droits humains dans la cause contre l'Etat hondurien accusé d'avoir pratiqué une politique systématique de disparition forcée entre les années 1981 et 1984. Une première dans l'histoire de procès contre un État accusé de telle façon, cette Cour vient de reconnaître la culpabilité de l'État hondurien.
- Madame Inés Murillo vit maintenant au Mexique et elle travaille au Comité hondurien des droits humains (CODEH).

Quelques points de repères...

• La violation systématique des droits humains et la mise en oeuvre d'un terrorisme d'Etat étaient des pratiques inconnues au Honduras avant 1980. Mais depuis le début de cette décennie, le Honduras souffre du niveau le plus élevé de militarisation et d'occupation étrangère de son histoire. Paradoxalement (et c'est dramatique), cela s'est produit au moment même où un gouvernement civil arrivait au pouvoir pour remplacer un gouvernement

JUSTICE

militaire qui dirigeait le pays depuis 20 ans.

- La presse internationale présente habituellement la situation actuelle en Amérique centrale et particulièrement au Honduras, de la façon suivante:
 - Une dictature s'est installée au pouvoir au Nicaragua depuis 1979;
 - Dans les autres pays d'Amérique centrale, nous retrouvons des gouvernements démocratiquement élus;
 - L'installation de bases militaires et la présence de troupes américaines au Honduras servent à défendre la démocratie et la sécurité du monde occidental tout comme le financement de la contre-révolution nicaraguéenne qu'on surnomme d'ailleurs "les combattants de liberté".



Inés Consuelo Murillo, ex-prisonnière politique.

- Au Honduras, la haut niveau de militarisation exige un recrutement massif et forcé des jeunes qui doivent contre leur volonté "prêter leurs services" aux Forces armées. Au mois de janvier dernier par exemple, plus de 600 personnes furent "recrutées" lors d'une capture massive dans un quartier populaire de la ville de San Pedro Sula.

La construction de bases militaires, de pistes d'atterrissage et l'occupation par des troupes étrangères ont provoqué l'évacuation et le déplacement de populations honduriennes dans un pays où 65% des paysans ne possèdent pas de terre et où ceux qui en possèdent en ont si peu qu'ils peuvent à peine survivre.

On peut finalement affirmer qu'il n'existe pas un secteur de la société hondurienne qui ne soit pas affecté par la violation des droits humains, le terrorisme d'Etat, la militarisation ou l'occupation étrangère.

La lutte contre la réforme de l'aide sociale

Ça nous concerne tous

**Intervention de Guy Côté
au Congrès de l'Entraide missionnaire**

La question des droits socio-économiques risque de demeurer marginale dans l'opinion publique aussi longtemps que nous ne ferons pas apparaître plus clairement notre interdépendance en matière de droits. Oui, les droits sont souvent conflictuels, comme plusieurs intervenant-e-s l'ont souligné. Mais ils sont aussi inter-reliés. Prenons l'exemple de la réforme de l'aide sociale. Si nous présentons les droits des personnes assistées sociales sous l'angle d'une revendication faisant appel à la générosité du reste de la société, nous créons l'impression qu'une partie de la population impose un fardeau à l'autre. Ce qu'il importe de manifester, c'est que nous sommes tous et toutes concerné-e-s par les politiques sous-tendant ce projet de réforme. Il s'agit en effet d'une orientation fondamentale de nos gouvernements actuels, qui vise à faire de l'économie une sorte d'absolu, auquel tout le reste peut être sacrifié. L'Etat retire ou diminue

son soutien aux personnes et aux groupes dans le besoin, pour investir massivement dans l'entreprise (subventions, abris fiscaux, services techniques, etc...) Loin de rejaillir sur l'ensemble de la population, les bénéfices découlant de ces investissements sont concentrés entre les mains d'une minorité.

Nous vivons dans une société où, de plus en plus, l'humain est sacrificable sur l'autel du profit à tout prix. A ce titre, nous sommes tous et toutes menacé-e-s. Les personnes assistées sociales sont les premières à protester, parce que leur survie est immédiatement atteinte par un projet de loi précis. Au lieu de voir cette protestation comme une revendication d'éternels insatisfaits, nous gagnerions à y reconnaître un cri d'alarme qui nous avertit des dangers que court notre société. Il s'agit d'un beau cas d'interdépendance des droits. Pourquoi ne pas nous exercer à discerner ce genre de convergence entre les intérêts des un-e-s et des autres, plutôt que de faire le jeu de ceux qui cherchent à diviser pour mieux régner?



Va-et-vient au Comité...

● Une bien bonne nouvelle au Comité: Iris Almeida complète l'équipe de coordination. Elle travaillera tout comme Jean Robitaille, à trois par semaine. Vivant depuis peu au Québec, Iris possède toutefois une vaste expérience de solidarité internationale. D'origine indienne, elle a été présidente du Mouvement international des étudiants catholiques de 1982 à 1986. Puis au cours des deux dernières années à Bruxelles, elle a été secrétaire générale adjointe de l'organisme: Coopération internationale pour le développement et la solidarité. Connaissant bien l'Amérique latine puisque depuis 6 ans elle y a été responsable de l'accompagnement des projets et des expériences qui s'y vivent, Iris apporte au Comité toute la richesse de ses passions et de son intelligence. Nous sommes très heureux de l'accueillir.

● L'Événement Romero aura encore une fois lieu cette année le 24 mars prochain, jour du Vendredi Saint dans la calendrier 1989. La Coalition Romero profitera évidemment de l'occasion pour développer cette thématique en lien avec le processus de Mort-Résurrection en Amérique latine. Les activités proposées amèneront à réfléchir autour du thème du passage du silence complice à la parole libératrice. Nouveauté cette année: l'Événement Romero se déroulera probablement simultanément dans plusieurs diocèses du Québec.

● La Coalition Romero participera cet été à la VIII^e Rencontre internationale de solidarité Oscar A. Romero. Le thème de cette rencontre qui aura lieu à Managua, Nicaragua du 23 au 30 juillet 1989, est: **"La solidarité: exigence historique, exigence évangélique!"**

Le Secrétariat international de solidarité Oscar A. Romero dont le président est Don Sergio Mendez Arceo, ancien évêque de Cuernavaca, a été fondé après l'assassinat de Mgr. Romero. Il offre l'occasion d'approfondir et de partager analyse et pratique à des groupes chrétiens qui luttent en solidarité avec les pauvres, inspirés par la vision de Mgr. Romero. Le Secrétariat organise ces rencontres internationales auxquelles participent près de quatre cents personnes provenant de différents pays d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord. De telles rencontres permettent de stimuler les communications et les contacts entre tous ces organismes chrétiens voués à la promotion des droits humains.

● Le Comité a eu la chance de recevoir la visite de plusieurs frères et soeurs d'Amérique latine au cours des derniers mois:

- Hector Gagliati, prêtre italien qui vit en Argentine, est venu nous parler de la problématique de la dette des pays latino-américains. Il nous a aussi entretenu des préparatifs entourant la célébration du 500^e anniversaire de la "découverte" et de la colonisation de l'Amérique latine.
- Des religieuses de la Communauté des Auxiliaires au Mexique sont aussi venues nous rencontrer pour connaître un peu le type de travail effectué par le Comité. À leur tour, elles nous ont partagé le type de travail qu'elles font à l'intérieur de différentes organisations populaires dans plusieurs régions du Mexique.
- Cayetano De Lella, sociologue argentin, de passage à Montréal a discuté avec nous des défis actuels de l'éducation populaire. Il a aussi participé à la manifestation contre la réforme de l'aide sociale.
- Finalement, Maria Reyes est venue nous raconter la vie, la lutte, les espoirs et les déceptions du peuple nicaraguayen, principalement du point de vue des paysans. Un article plus complet suivra dans le prochain Caminando.



Décès de monseigneur Proaño

¡ Mgr Proaño vive !

Nous apprenions la mort, dans la nuit du 30 au 31 août, de celui qui était connu depuis de nombreuses années comme "l'évêque des Indiens".

Dans son ultime conférence, Mgr Proaño déclarait: "Tout ce que j'ai appris et expérimenté, ne vient pas de l'enseignement universitaire de mon pays ou d'un autre pays du monde. Cela vient de la sagesse de mon peuple. Car mon université a été le peuple, et mes maîtres les meilleurs ont été les pauvres en général, en particulier les Indiens d'Equateur et d'Amérique latine considérés à Puebla comme les plus pauvres parmi les pauvres."

Biographie sommaire

Mgr Léonidas Proaño Villalba est né à San Antonio de Ibarra (Equateur) le 29 janvier 1910, dans une famille modeste et pieuse.

Très jeune, il entre au séminaire. Il est ordonné prêtre le 29 juin 1936. Il ne rêve que d'être "curé en rural", mais pendant dix-huit ans il travaille en ville comme professeur de petit séminaire, aumônier de J.O.C. (Jeunesse ouvrière catholique) et journaliste.

Le 26 mai 1954, il est nommé évêque de Riobamba où il peut enfin concrétiser son rêve de jeune prêtre. Pendant plus de trente ans, il sera le défenseur des pauvres et des opprimés dont les Indiens sont l'archétype. En 1960, il crée un centre d'action sociale puis, en 1962, les "Écoles radiophoniques populaires d'Equateur" pour la promotion indienne.

Pendant le concile Vatican II (1962-1965), Mgr Proaño contribue à sensibiliser l'assemblée conciliaire sur le thème des pauvres et de la pauvreté. Avec Dom Helder Camara, il fait partie du groupe des "petits évêques" rassemblés autour de Mgr Riobé.



Au Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) il est responsable de la commission de pastorale. A ce titre il joue un rôle actif dans la préparation puis le déroulement, en 1968, de la IIe Conférence générale de l'épiscopat latino-américain qui se tient à Medellin (Colombie). On sait l'impact que le "document final de Medellin" a eu sur la vie de l'Eglise en Amérique latine.

Le travail de Mgr Proaño en faveur de la promotion des Indiens lui vaut, à partir de la fin des années soixante, de nombreuses difficultés tant sociales que religieuses. Les grands propriétaires terriens et les milieux catholiques ultra-conservateurs déclenchent des campagnes opiniâtres contre lui, aux épisodes tragiques parfois sanglants. En 1973, suite à des dénonciations à Rome, il fait l'objet d'une "visite apostolique" de la part du Saint-Siège, en fait une enquête canonique. C'est l'occasion, pour le représentant ecclésiastique de Rome, de constater que les détracteurs de l'évêque de Riobamba refusent systématiquement de signer quelque déclaration officielle que ce soit, tandis que ses défenseurs, tous Indiens et analphabètes, sont prêts à témoigner en sa faveur avec leurs empreintes digitales. Pour sa part, le pape Paul VI déclare au P. Voillaume à propos de Mgr Proaño : "Je ne peux pas toucher à un évêque évangélique."

Le 12 août 1976 - fait sans précédent dans l'histoire politique et religieuse du continent latino-américain - le gouvernement équatorien procède à l'arrestation de Mgr Proaño, des seize évêques de diverses nationalités en réunion avec lui, de vingt-deux prêtres, de cinq religieuses et de douze laïcs, pour une garde à vue de vingt-quatre heures suivie de l'expulsion des étrangers. L'évènement a un retentissement considérable dans toute l'Amérique latine.

Mgr Proaño traverse toutes ces épreuves avec la ténacité paisible, la force de caractère et la sérénité toute indienne qui impressionnent ceux qui le rencontrent. Homme profondément évangélique, il poursuit inlassablement son combat pour la défense des opprimés, par la non-violence active, en pratiquant le pardon des offenses et en essayant toujours de faire cheminer ses détracteurs plutôt que de les écraser.

A 75 ans, en 1985, il donne sa démission d'évêque de Riobamba, acceptée par Rome. Quand le pape Jean-Paul II vient, cette année-là, en Equateur, les Indiens du Chimborazo demandent au pape de leur

laisser "leur évêque". Aussi, sur sollicitation papale, la conférence épiscopale le nomme-t-il président de la Commission épiscopale de pastorale indienne.

Son dernier "rêve" était la création d'une congrégation religieuse typiquement indienne. Mgr Proaño n'aura eu que le temps d'en jeter les premières fondations.

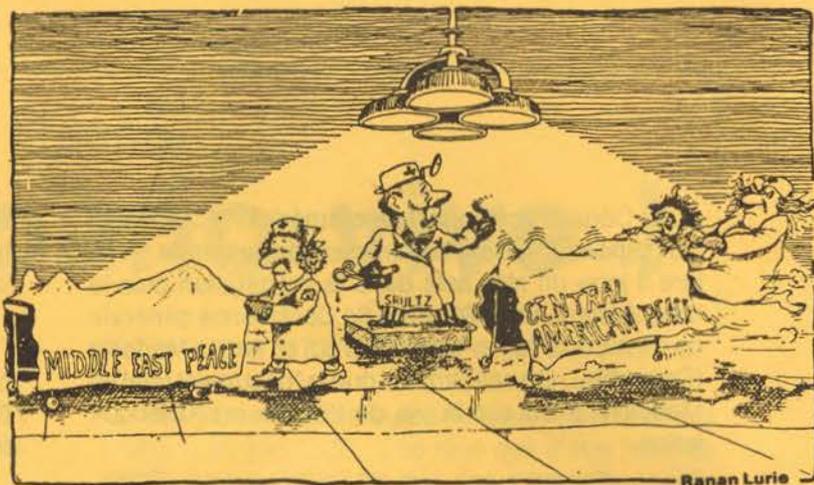
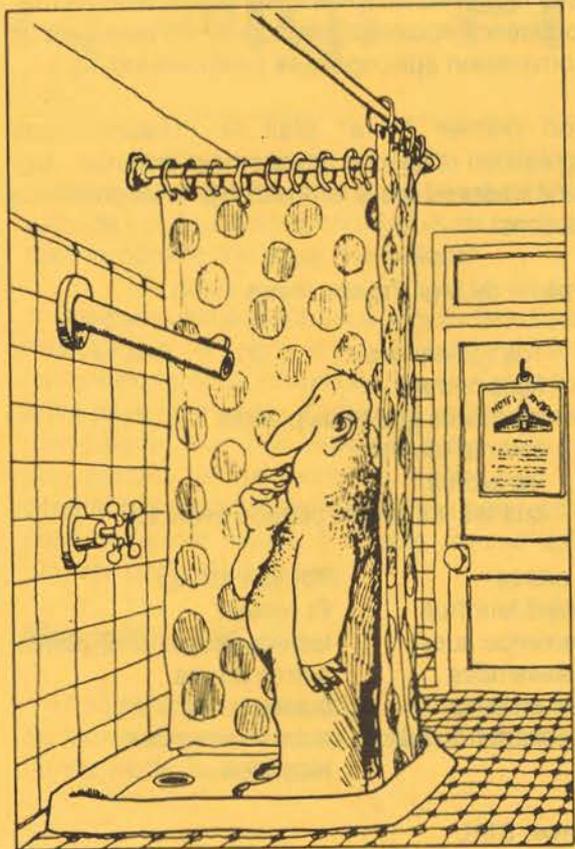
Poème de Mgr Proaño (mars 1984)

Toi, tu t'en vas..
 Mais restent
 les arbres que tu as plantés
 comme restent
 les arbres
 que les autres ont plantés avant toi.

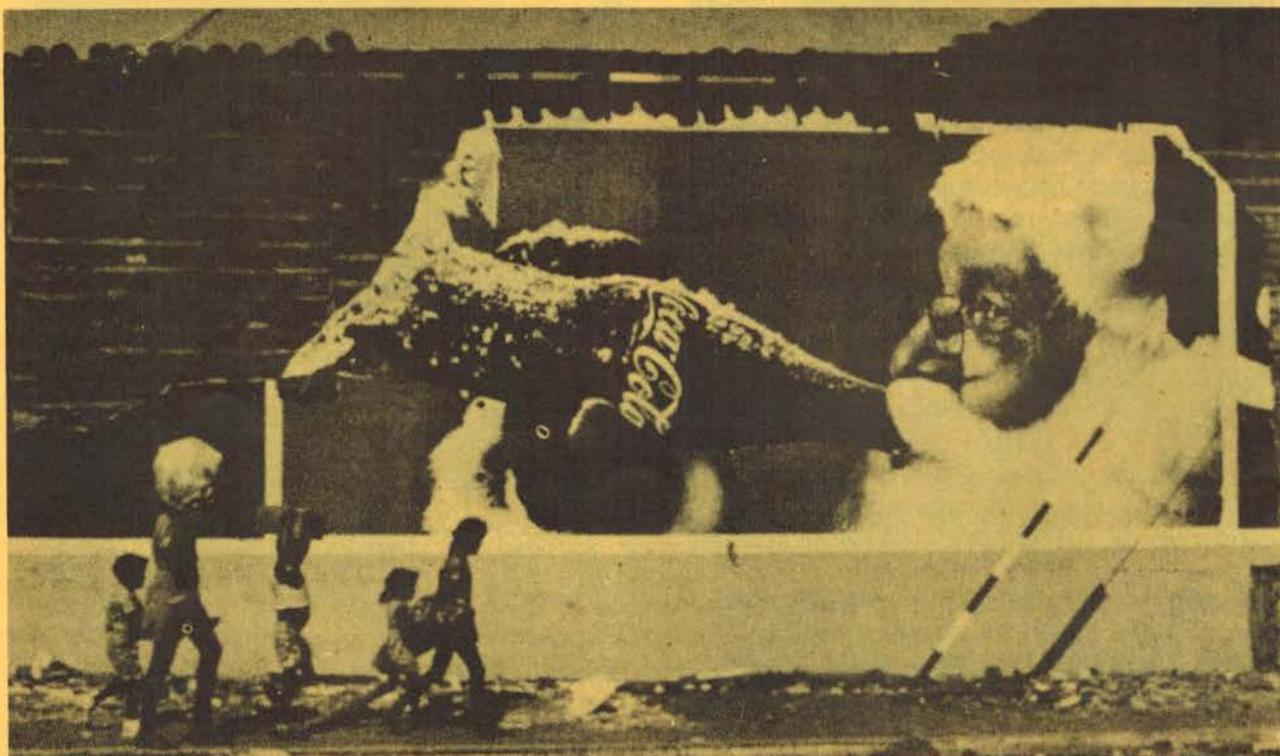
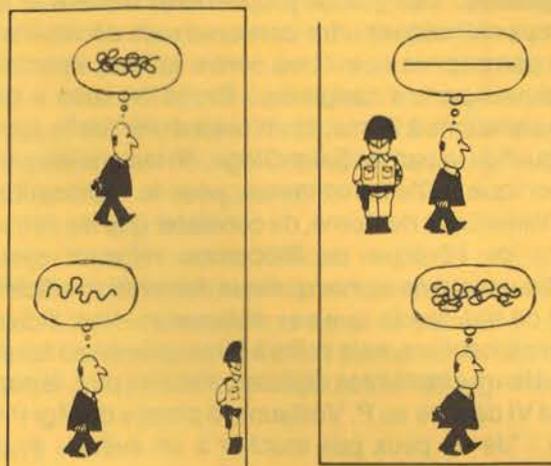
Les arbres donnent leur fruit et semence aussi. Les semences mises en terre deviennent frondaison	Toi, tu t'en vas Et restent les arbres que tu as planté: autres arbres autres fruits autres semences fécondes.
--	--

Source: DIAL





"Next!"





**«De sa voix de prophète, il dénonça les idoles :
la richesse et l'exploitation de l'homme par l'homme»**

**Si vous êtes intéressé-e à participer à la préparation et à
l'organisation de la prochaine Marche-célébration Romero
qui aura lieu en mars 89, n'hésitez pas à contacter la Coalition
des organismes qui en est responsable.**

Comité d'organisation

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine • 387-2541
Centre de pastorale en milieu ouvrier (C.P.M.O.) • 527-8291
Développement et Paix régional de Montréal • 527-2407
L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (A.C.A.T.) • 933-2973
Social Justice Committee • 933-6797 □ L'Entraide Missionnaire • 270-6089
Jeunesse du Monde - Montréal • 271-5473 □ YMCA de Montréal • 849-5331
Communauté «Mgr Romero» de réfugié-e-s d'Amérique centrale • 932-7133

Sommaire

Dossier La théologie de la libération 2	Nicaragua Appuyons Outils de Paix 15	Justice Inés vs l'État- bourreau 17	Chez nous La lutte pour l'aide sociale 18
Qui veut faire taire Casaldáliga? 3	Au Comité Va-et-vient et petites nouvelles 19	L'évêque des Indiens Mgr Proaño vive! 20	
Document militaire secret sur la TDL 8	Voici un coupon pour vous abonner et si vous êtes abonné, voici un coupon pour vous réabonner :		
Évêque chilien forcé de s'exiler 10	 Nom _____ Adresse _____ Ville _____ Code postal _____ Date _____ Abonnement au <i>Caminando</i> (5 numéros par année) ■ Au Canada : 10 \$ ■ À l'étranger : 12 \$ _____ \$		
Un massacre... 12			
Les défis actuels de la TDL 14			

Le *Caminando* est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse: 25 Jarry O., Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone: (514) 387-2541

Ont collaboré à ce numéro: Iris Almeida, Denise Caron, René Côté, Diane Ferland, Claude Lacaille, André Leclerc, Nicole Leduc, Jean Robitaille et Aline Sarrazin.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec